



Rapport de la Section canadienne de ParlAmericas

9e Sommet des Amériques

Los Angeles, États-Unis

Du 6 au 8 juin 2022

Rapport

PRÉSENTATION

Du 6 au 8 juin 2022, [Marc G. Serré](#), député, président de la [Section canadienne de ParlAmericas](#), a été à la tête d'une délégation qui s'est rendue à Los Angeles, en Californie, pour participer à des activités, dont un rassemblement parlementaire organisé par le [House Democracy Partnership](#) (HDP) des États-Unis, ainsi qu'à plusieurs événements qui se sont tenus dans le cadre du 9^e Sommet des Amériques. Il était accompagné de la sénatrice [Rosa Galvez](#), vice-présidente de la Section canadienne et présidente du Réseau parlementaire sur les changements climatiques de ParlAmericas, de [Richard Cannings](#), député, de [Rob Morrison](#), député, et de [Nathalie Sinclair-Desgagné](#), députée.

Julie Pelletier, secrétaire de l'Association, et Erin Virgint, conseillère de la Section canadienne de ParlAmericas, ont apporté leur aide à la délégation canadienne.

RASSEMBLEMENT PARLEMENTAIRE À L'OCCASION DU 9^E SOMMET DES AMÉRIQUES

A. SESSION INAUGURALE

Le Rassemblement parlementaire à l'occasion du 9^e Sommet des Amériques (le Rassemblement) a été organisé par le HDP, le National Democratic Institute (NDI) et l'International Republican Institute (IRI). Le Rassemblement a réuni 46 parlementaires de 22 pays des Amériques et des Caraïbes.

Conformément au thème du Sommet, *Construire un avenir durable, résilient et équitable*, les parlementaires se sont surtout penchés sur la lutte contre la corruption politique, l'amélioration des pratiques relatives à l'« énergie verte », la promotion de la transparence parlementaire, l'encouragement à participer à la démocratie, la gouvernance durant les crises sanitaires, et l'inclusion accrue des femmes au sein des parlements.

Derek Luyten, directeur général du HDP, ouvre le Rassemblement. Kristen Sample, directrice de la gouvernance démocratique au NDI, ouvre la session. Kristen Sample décrit le rôle des trois institutions qui ont organisé le Rassemblement, et explique qu'elles jouent un rôle important en facilitant les discussions sur les questions urgentes auxquelles sont confrontées les Amériques et les Caraïbes.

Derek Mitchell, président du NDI et ancien ambassadeur des États-Unis auprès de la République de l'Union du Myanmar (Birmanie), Dan Twinning, président de l'IRI, et Justin Wein, chef de cabinet du président du HDP David Price, soulignent le rôle des assemblées législatives dans les démocraties. Ils décrivent le rôle principal du HDP, soit faire place à la diplomatie parlementaire.

Derek Mitchell souligne l'importance des partenariats entre et parmi les législateurs des différents pays, et suggère qu'ils doivent continuer à discuter de la corruption politique, du développement économique et du changement climatique comme moyen de tenir les gouvernements responsables.

Dan Twining indique que le HDP est un moyen efficace pour la diplomatie législative, l'apprentissage et l'échange d'idées, et émet l'hypothèse que des événements tels que le Rassemblement conduisent à des démocraties plus dynamiques. De même, il se prononce contre la propagation des gouvernements autoritaires dans l'hémisphère occidental, affirmant qu'aucun développement durable ne peut se produire sous de tels régimes.

Justin Wein affirme que, même si les points de vue des législateurs de l'hémisphère peuvent être différents, beaucoup sont confrontés à des défis similaires : la corruption politique, la diffusion de la désinformation sur les médias sociaux, des soins de santé inadéquats et la hausse des coûts de l'alimentation et de l'énergie. De plus, Justin Wein souligne l'importance d'élections libres et équitables, dont le but ultime est de bâtir des institutions démocratiques représentatives.

Brigid Annisette-George, présidente de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago et vice-présidente de ParlAmericas, souligne les grands défis auxquels est confronté l'hémisphère occidental — démocratie, corruption politique, changement climatique et justice sociale — et affirme que pour les relever, il faut une action concertée. La présidente Annisette-George qualifie de « riche » le terrain d'entente entre et parmi les pays participant au Rassemblement, mais indique également qu'il s'agit d'un travail continu. Selon la présidente Annisette-George, les parlementaires ont le devoir de représenter les groupes marginalisés, dans le but de les amener à lutter ensemble contre les inégalités.

B. DISCUSSION AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Luis Almagro, secrétaire général de l'Organisation des États américains, participe à une discussion animée par Christopher Dodd, ancien sénateur américain. Ils soulignent l'importance du Sommet des Amériques en tant que lieu de conversations multilatérales sur les principaux défis de la gouvernance démocratique dans les Amériques et les Caraïbes. Le secrétaire général ajoute que, en raison de la montée de l'extrémisme à gauche et à droite de l'échiquier politique, les législateurs doivent s'unir pour poursuivre l'objectif du renforcement des démocraties. En outre, le secrétaire général déclare que les efforts visant à améliorer l'égalité, la sécurité physique et le développement économique sont importants pour bâtir des démocraties plus fortes dans la région.

C. TABLES RONDES

1. RENFORCER LA RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE POUR LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

Pour entamer une discussion en groupe sur le renforcement de la résilience démocratique pour lutter contre la corruption politique, Tony Garrastazu, directeur régional de l'IRI pour les programmes d'Amérique latine et des Caraïbes et modérateur de la session, souligne la nécessité pour les parlements de donner la priorité à la lutte contre cette corruption. Selon Tony Garrastazu, les démocraties occidentales sont

actuellement menacées par la montée de l'autoritarisme, et les parlementaires doivent jouer un rôle central dans la lutte contre la corruption politique.

Norma Torres et Ted Lieu, membres de la Chambre des représentants des États-Unis, Fatima Mena, députée au Congrès national du Honduras, et Joseph Isaac, Président de la Chambre d'assemblée de la Dominique, sont au nombre des experts de cette session.

La représentante Torres souligne la nécessité pour les assemblées législatives d'établir des régimes anticorruption qui disposent à la fois de mécanismes de prévention et d'une capacité à punir les contrevenants. Selon la représentante Torres, les assemblées législatives et les citoyens doivent travailler ensemble pour protéger les institutions démocratiques contre la corruption politique et mettre en œuvre des mesures qui garantissent le contrôle législatif. De même, la représentante Torres affirme que les institutions démocratiques qui prônent une culture de l'intégrité fourniront en fin de compte de meilleures politiques et un meilleur accès aux services publics pour tous.

Le représentant Lieu indique que les assemblées législatives touchées par la corruption politique ne peuvent pas progresser sur le plan démocratique, social ou économique. Selon le représentant Lieu, les solutions pratiques que les assemblées législatives devraient envisager pour lutter contre cette corruption comprennent la garantie de la liberté de la presse, la création d'organes de surveillance au sein des assemblées législatives — tels que des comités — pour surveiller la corruption, et la mise en place d'organes d'application de la loi qui ont la compétence et les ressources appropriées pour faire appliquer la législation anticorruption.

La députée Mena fait remarquer que la corruption politique empêche les pays de progresser dans de nombreux domaines, car elle réduit les ressources publiques, accroît les inégalités économiques et sociales, sape la confiance dans les institutions et crée un mécontentement social et une polarisation politique. La députée Mena ajoute que cette corruption touche toutes les communautés et ne permet pas la prestation équitable des services publics. Selon la députée Mena, les efforts pour lutter contre la corruption politique devraient commencer au plus haut niveau, avec les pouvoirs exécutif et législatif établissant une culture de lutte contre la corruption en leur sein.

Le Président Isaac indique que, notamment dans le cadre du système parlementaire de Westminster, la manière dont le gouvernement exerce son pouvoir doit faire l'objet d'une surveillance, en particulier dans le cadre d'un gouvernement majoritaire. Se concentrant sur les parlements de Westminster dans les Caraïbes, le Président Isaac déclare que la liberté de la presse, un système judiciaire indépendant, une législation prévoyant la liberté d'information et l'existence de comités des comptes publics sont indispensables pour maintenir l'intégrité et combattre la corruption politique. De l'avis du Président Isaac, les parlementaires et le personnel parlementaire peuvent contribuer à garantir l'intégrité et l'absence d'une telle corruption en adoptant ou en mettant à jour des lois, des politiques et des codes d'éthique et de conduite.

2. APPLICATION DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES POUR AMÉLIORER LE RESPECT DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES ÉNERGIES VERTES

Kristen Sample, qui a animé une discussion en groupe sur le thème de l'application des principes démocratiques pour améliorer le respect des engagements en faveur des

énergies vertes, explique que les parlements ont un rôle essentiel à jouer dans l'amélioration des règles et de la réglementation relatives aux initiatives en matière d'énergie verte.

Veronica Camino Farjat, membre du Sénat du Mexique, la sénatrice Galvez, Anthony Viera, membre du Sénat de Trinité-et-Tobago, et Carolyn Trench-Sandiford, Présidente du Sénat du Belize, sont au nombre des experts de cette session.

La sénatrice Camino Farjat déclare que les répercussions du changement climatique ne sont pas ressenties de la même manière partout dans le monde ou au sein des communautés. Selon la sénatrice Camino Farjat, les perspectives des femmes et des autres groupes marginalisés devraient être prises en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques d'atténuation du changement climatique.

Décrivant le changement climatique comme un problème urgent qui nécessite des actions concrètes immédiates dans les Amériques et les Caraïbes, la sénatrice Galvez indique qu'il existe un grand potentiel pour les formes d'énergie renouvelable — comme l'éolien et le solaire — au Canada et ailleurs dans l'hémisphère occidental, bien que les fonds et la volonté politique pour progresser de manière importante dans ce domaine fassent défaut. Selon la sénatrice Galvez, le Canada a un rôle important à jouer pour aider les pays en développement à créer des mécanismes de lutte contre le changement climatique.

La sénatrice Galvez souligne également les initiatives canadiennes conçues pour lutter contre le changement climatique, telles que la [Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité](#) de 2021 qui exige du gouvernement du Canada qu'il fixe des objectifs nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre tous les cinq ans, à partir de 2030, et qu'il élabore des plans pour atteindre ces objectifs dans le but de réaliser la carboneutralité d'ici 2050. En soulignant le projet de loi S-243, Loi sur la finance alignée sur le climat, que la sénatrice Galvez a présenté en mars 2022, l'attention est attirée sur les objectifs du projet de loi visant à harmoniser les activités des institutions financières fédérales et des entités réglementées par le gouvernement fédéral avec les engagements climatiques du Canada.

Le sénateur Viera recense certains des défis associés au passage à une économie verte, et met l'accent sur les pertes d'emplois dans certains secteurs, comme le pétrole et le gaz. Selon le sénateur Viera, il est essentiel de tenir compte de la main-d'œuvre de ce secteur lors de la transition vers de nouvelles sources d'énergie.

La Présidente Trench-Sandiford parle de l'incidence du changement climatique sur les femmes et les groupes minoritaires, soulignant que la seule voie vers des politiques de développement durable et de changement climatique qui profitent à tous est d'inclure les femmes et les groupes minoritaires dans l'élaboration de ces politiques. Suggérant que les législateurs tiennent compte de l'incidence inégale que les changements climatiques peuvent avoir sur les femmes et les hommes, la Présidente Trench-Sandiford attire l'attention sur les événements climatiques extrêmes et les catastrophes naturelles qui touchent de façon différente les hommes et les femmes, notamment en ce qui concerne la perte de revenus, le logement, les soins de santé et l'accès à des ressources telles que l'eau potable.

3. TENDANCES DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LA TRANSPARENCE ET DE CONTRER LA DÉSINFORMATION

Denisse Miranda, responsable du mécanisme de signalement indépendant de l'Open Government Partnership, anime une table ronde sur le thème des tendances de la transformation numérique pour promouvoir la transparence et contrer la désinformation. Selon Denisse Miranda, les pays démocratiques connaissent une transformation culturelle dans laquelle les citoyens s'attendent à un accès à l'information publique, à l'existence de mécanismes de responsabilité dans leurs institutions démocratiques et à la possibilité de participer au processus législatif. Pour Denisse Miranda, la numérisation des documents des assemblées législatives est une étape importante pour combler le fossé entre les citoyens et leurs représentants élus.

Linda Sanchez, membre de la Chambre des représentants des États-Unis, Germán Blanco, membre de la Chambre des représentants de Colombie, Margarita Stolbizer, membre de la Chambre des députés d'Argentine, et Javier Macaya, membre du Sénat du Chili, sont au nombre des experts de cette session.

La représentante Sanchez explique que les fausses informations et la désinformation ciblent souvent des groupes particuliers de la population en fonction de la langue, affirmant — par exemple — que de fausses informations ont été diffusées dans la communauté latino-américaine pendant la pandémie de COVID-19. La représentante Sanchez ajoute que la diffusion de la désinformation et de la mésinformation peut constituer une menace sérieuse pour la santé publique et la sécurité nationale, et propose deux solutions : adopter une législation qui impose des sanctions sévères à ceux qui diffusent la désinformation et de la mésinformation; et créer des organes chargés de surveiller et d'appliquer ces lois. La représentante Sanchez mentionne également que la coopération est nécessaire entre les assemblées législatives occidentales pour élaborer une réponse coordonnée à la propagation de la désinformation et de la mésinformation.

Le représentant Blanco parle de l'accès inégal à Internet dans l'hémisphère occidental, notant que les inégalités peuvent être exacerbées par la numérisation des documents des assemblées législatives, car les citoyens n'ont pas tous la même capacité à accéder à l'information publique. Selon le représentant Blanco, l'égalité d'accès à Internet doit être assurée si on s'attend à ce que le public utilise la technologie ou Internet pour accéder à des renseignements fiables.

La députée Stolbizer qualifie l'accès à des renseignements publics crédibles de droit de la personne fondamentale, et indique que l'égalité d'accès à de tels renseignements renforce la confiance des citoyens à l'égard des institutions démocratiques. La députée Stolbizer fait en outre remarquer que bien que les ressources en ligne doivent régulièrement être mises à jour pour que les outils parlementaires numériques continuent de répondre aux besoins du public, la transformation numérique a eu pour effet de rapprocher les parlements des citoyens ces dernières années.

Le sénateur Macaya fait valoir que ceux qui diffusent sciemment de la désinformation constituant une menace à la santé et à la sécurité publiques devraient répondre de leurs actes. Selon le sénateur Macaya, il est nécessaire de trouver un équilibre entre la liberté d'expression et la lutte contre la diffusion de la désinformation. De l'avis du sénateur

Macaya, il est essentiel que les citoyens aient accès à des renseignements exacts pour qu'ils soient en mesure de faire des choix éclairés au moment de voter.

4. FORGER UN CONSENSUS POUR FAVORISER UNE PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE INCLUSIVE

Brad Smith, ancien chef de cabinet de David Dreier, ancien membre du Congrès et président fondateur du House Democracy Partnership (HDP), anime une table ronde ayant pour thème la recherche d'un consensus pour favoriser une participation démocratique inclusive. Soulignant l'importance des efforts continus déployés pour accroître cette participation, en particulier auprès des jeunes, Brad Smith affirme que le renforcement des démocraties dans occidentales nécessitera une gouvernance multilatérale forte et des efforts coordonnés entre les législatures. Selon Brad Smith, accroître la participation des citoyens au processus démocratique, notamment celle des groupes historiquement marginalisés, est essentiel au renforcement de la démocratie.

Wilma Andrade, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur, Arthur Holder, président de l'Assemblée législative de la Barbade, Sonia Gutiérrez, membre du Congrès du Guatemala, Andrónico Rodríguez, Président du Sénat de la Bolivie, et Radjendrekooamar Debie, membre de l'Assemblée nationale du Suriname, sont au nombre des experts de cette table ronde.

La députée Andrade affirme que les institutions démocratiques dans les Amériques et les Caraïbes s'affaiblissent, et fait valoir que les parlementaires devraient faire preuve de créativité et être ouverts à l'innovation dans le cadre de la mobilisation des citoyens. La députée Andrade suggère en outre que le public soit impliqué dans l'élaboration de nouvelles méthodes de mobilisation démocratique.

Le Président Holder souligne l'importance d'impliquer les jeunes dans le processus décisionnel, notamment en les invitant à participer au processus législatif et en veillant à ce qu'ils soient élus et représentés dans les assemblées législatives. Selon le Président Holder, pour renforcer la participation au processus démocratique, les parlements doivent trouver des moyens d'engager un dialogue véritable avec des groupes tels que les jeunes, les femmes et les minorités. Le Président Holder ajoute que, dans un premier temps, les parlements doivent s'assurer que les populations marginalisées se sentent adéquatement entendues et représentées par leurs élus.

La députée Gutierrez qualifie le Guatemala de « jeune démocratie », dont l'instauration date de 1985. Selon la députée Gutierrez, la démocratie se détériore au Guatemala en raison de la corruption politique et du manque de respect envers la primauté du droit. La députée Gutierrez fait observer que la discrimination, le racisme et le sexisme demeurent les obstacles principaux à la pleine participation démocratique dans de nombreux pays occidentaux.

M. Rodriguez, Président du Sénat, fait remarquer qu'après deux décennies de dictature, la Bolivie rétablit sa démocratie. Faisant observer que la Bolivie n'a pas connu d'engagement démocratique pendant de nombreuses années, il souligne qu'il est essentiel de sensibiliser à nouveau les citoyens à leurs droits et devoirs démocratiques, et de faire participer les femmes, les jeunes et les peuples autochtones aux activités démocratiques.

Le député Debie met l'accent sur la nécessité de renforcer la confiance entre les citoyens et les assemblées législatives, soulignant que la constitution d'un électorat engagé devient de plus en plus difficile, car le scepticisme et la méfiance à l'égard des institutions démocratiques augmentent parmi les citoyens. Proposant une solution, le député Debie fait valoir que les assemblées législatives ont intérêt à trouver des moyens d'inclure les citoyens lors de l'élaboration de politiques concernant des questions qui leur tiennent à cœur, comme l'action pour le climat et la protection des ressources naturelles.

5. RÉSILIENCE DÉMOCRATIQUE EN TEMPS DE CRISE SANITAIRE

Justin Wein, modérateur de la table ronde ayant pour thème la résilience démocratique en temps de crise sanitaire, affirme que les démocraties ont été confrontées à de nombreux défis pendant la pandémie. De l'avis de Justin Wein, de nombreuses assemblées législatives ont agi rapidement dès le début de la pandémie en recourant au travail virtuel pour répondre à la crise sanitaire.

Claudius Francis, Président de l'Assemblée législative de Sainte-Lucie, Maria José Plaza, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur, Patrice Dumont, membre du Sénat d'Haïti, et Vlado Mirosevic, membre de la Chambre des Députés du Chili, sont au nombre des experts de cette table ronde.

Le Président Francis fait remarquer que, à divers moments au cours de la pandémie, les pays occidentaux ont été confrontés à des défis juridiques parce que les libertés individuelles ont été restreintes dans le but de protéger les droits du plus grand nombre. En donnant l'exemple de Sainte-Lucie, le Président Francis indique que les règles relatives à la distanciation physique et à l'obligation de port du masque n'ont pas été appliquées de manière uniforme et que les populations démunies ont été arbitrairement ciblées par les entités chargées d'appliquer la loi. Le Président Francis soutient que l'accès aux doses de vaccins était inadéquat pour protéger la santé des citoyens, et exhorte les parlementaires à se concentrer sur l'égalité d'accès aux soins de santé pour les populations marginalisées.

Le député José Plaza souligne le rôle essentiel que jouent les assemblées législatives pour faire face à l'urgence que posent les crises sanitaires. Selon le député José Plaza, les législateurs sont chargés de créer des politiques visant à apporter, de manière efficace, une aide aux secteurs les plus touchés, comme celui des soins de santé et des petites entreprises. Ce dernier ajoute que, pendant la pandémie, les parlementaires équatoriens ont travaillé en collaboration avec le pouvoir exécutif pour agir rapidement et s'assurer que des mesures permettant de protéger tous les citoyens étaient élaborées.

Le sénateur Dumont fait valoir que la pandémie a mis en évidence l'inégalité d'accès aux soins de santé dans les Amériques et les Caraïbes. Selon le sénateur Dumont, Haïti ne disposait pas des ressources adéquates pour surveiller la propagation du virus de la COVID-19, pour doter en personnel les installations médicales et pour tenir le public informé de la propagation du virus dans le pays.

Le député Mirosevic déclare que les pays occidentaux doivent garantir un accès équitable à des soins de santé complets et de qualité, axés sur les personnes et les communautés. Selon le député Mirosevic, pour être prêts à faire face aux futures pandémies virales, les

pays de l'hémisphère devraient coopérer dans divers domaines, y compris la surveillance épidémiologique.

6. FAVORISER L'INCLUSION DES FEMMES AU SEIN DES PARLEMENTS ET LEUR DONNER PLUS DE POUVOIR

Alicia Todd, directrice générale du secrétariat international de ParlAmericas, anime une table ronde sur le thème *Favoriser l'inclusion des femmes au sein des parlements et leur donner plus de pouvoir*. Selon Alicia Todd, les femmes n'ont pas un accès égal au pouvoir politique et, bien qu'elles souhaitent participer aux activités démocratiques et diriger, les institutions politiques ont été établies sans tenir compte de leur participation.

Mimi Walters, ancienne membre de la Chambre des représentants des États-Unis, Maria Del Carmen Alva Prieto, Présidente du Congrès du Pérou, Claudia Ortiz, membre de l'Assemblée législative du Salvador, et Natalie Campbell-Rodriques, membre du Sénat de la Jamaïque, sont au nombre des experts de cette session.

L'ancienne représentante Walters fait valoir que, même dans les démocraties les plus développées, les femmes sont confrontées à des obstacles importants pour être élues et pour être prises au sérieux en tant que législatrices une fois qu'elles sont élues. Selon l'ancienne représentante Walter, il est problématique que les législatrices soient souvent poussées par leurs partis politiques à se spécialiser dans certains domaines politiques — comme la santé, l'éducation et l'égalité des genres —; les femmes devraient également être encouragées à se concentrer sur d'autres sujets comme l'économie et la sécurité nationale. Selon l'ancienne représentante Walters, les partis politiques devraient promouvoir le leadership des femmes au sein de leurs caucus.

La Présidente Alva Prieto se concentre sur le système de vote préférentiel du Pérou et ses répercussions sur l'élection de femmes, notant que, en 2020, le Pérou a adopté une loi visant à promouvoir la participation égale des hommes et des femmes en garantissant la parité et l'alternance dans les listes de candidats des partis. De même, la Présidente Alva Prieto déclare que plus de femmes ont été élues lors de l'élection générale de 2021 au Pérou qu'à n'importe quel autre moment de l'histoire, bien que davantage de premiers votes soient allés à des candidats masculins. Suggérant qu'une culture sexiste en Amérique latine exclut les femmes des activités démocratiques, la Présidente Alva Prieto déclare que l'égalité des genres devrait être intégrée dans les programmes scolaires.

La députée Ortiz souligne qu'il est urgent, dans l'hémisphère occidental, d'augmenter le nombre de femmes candidates aux processus électoraux et de protéger les femmes contre la violence politique. Selon la députée Ortiz, les assemblées législatives devraient encourager une plus grande participation politique des femmes — en particulier des jeunes — en fournissant des aides telles que des garderies et des espaces d'allaitement pour les parlementaires.

La sénatrice Campbell-Rodriques évoque des mesures concrètes pour améliorer l'égalité des genres dans les assemblées législatives, telles que la création de structures d'accueil pour les enfants, l'élaboration de codes de conduite sur la violence au travail et le harcèlement sexuel, l'ajustement des calendriers des sessions et des commissions parlementaires pour tenir compte des obligations des parlementaires en matière de garde d'enfants, l'information des parlementaires sur la manière d'examiner les lois dans une

optique de genre et la promotion de la solidarité entre les parlementaires féminines, par exemple par l'entremise des caucus de femmes de tous les partis.

Nathalie Sinclair-Desgagné parle de sa candidature à un poste électif alors qu'elle était enceinte, déclarant qu'il est important pour les femmes de voir une femme enceinte être une candidate politique et être élue.

7. MOT DE LA FIN

Deborah Ulmer, directrice régionale du NDI pour les programmes d'Amérique latine et des Caraïbes, et Tony Garrastazu prononcent le mot de la fin. Deborah Ulmer discute de la capacité des participants à trouver des solutions aux défis démocratiques auxquels l'hémisphère occidental est actuellement confronté, tandis que Tony Garrastazu déclare que les législateurs jouent un rôle à la fois pour garantir l'existence de freins et de contrepoids et pour conduire l'hémisphère vers un avenir plus fort, plus démocratique et de plus en plus prospère.

TABLE RONDE ET RÉCEPTION

Le 7 juin 2022, les délégués de la Section canadienne ont assisté à une table ronde et à une réception organisées par Eric Garcetti, maire de Los Angeles. Le thème de la table ronde était le leadership des femmes en Amérique latine.

La ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, C.P., députée, prononce l'allocution d'ouverture lors de la réception, mentionnant que des événements tels que le Sommet des Amériques sont importants pour les Canadiens, car le Canada possède une communauté latino-américaine dynamique. Il est dans l'intérêt du Canada de veiller à la présence de démocraties fortes dans les Amériques. Cela correspond aux valeurs prônées par le Canada en matière de droits de la personne, de liberté, d'égalité et d'inclusion.

FORUM DES JEUNES

Le 8 juin 2022, les délégués de la Section canadienne ont assisté à la cérémonie d'ouverture du 6^e Forum des jeunes des Amériques du Sommet des Amériques. Ils ont appris beaucoup au sujet de l'esprit d'entreprise novateur de jeunes de tout l'hémisphère occidental. De plus, Sherry Tross, haut-commissaire de la Fédération de Saint-Kitts-et-Nevis, leur a fait visiter l'exposition du Forum des jeunes.

RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA

Enfin, les délégués de la Section canadienne ont aussi rencontré des représentants de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC). À cette occasion, les représentants de l'AFAC ont défini les thèmes abordés durant leur rencontre avec le Forum de la société civile du Sommet des Amériques. Plus précisément, ils ont mis en avant l'approche des soins de santé fondée sur les traumatismes, qui est une forme de soins utilisée dans leur nouveau pavillon de ressourcement, situé à Chelsea, au Québec.

Le tout respectueusement soumis,

Marc G. Serré, député
Président de la Section canadienne de ParlAmericas

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de ParlAmericas
ACTIVITÉ	9e Sommet des Amériques
DESTINATION	Los Angeles (États-Unis)
DATES	Du 6 au 8 juin 2022
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Rosa Galvez
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Marc G. Serré M. Richard Cannings M. Rob Morrison Mme Nathalie Sinclair-Desgagné
PERSONNEL	Mme Julie Pelletier Mme Erin Virgint
TRANSPORT	12 477,36 \$
HÉBERGEMENT	6 694,53 \$
HOSPITALITÉ	717,34 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	3 101,40 \$
CADEAUX OFFICIELS	0,00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	426,00 \$
TOTAL	23 416,63 \$